

# 10 leçons

## à tirer de l'expérience australienne dans le secteur des garderies

---

- 1. Les grands investissements n'ont pas servi à améliorer les salaires et les conditions de travail.** Le gouvernement australien a injecté beaucoup d'argent dans les services de garde à l'enfance depuis dix ans – mais cet argent n'est pas allé aux éducatrices surchargées de travail et sous-évaluées. Dans certains États australiens, les éducatrices de garderies gagnent le salaire minimum de 11,80 \$ l'heure – moins de 25 000 \$ par année.<sup>i</sup> Ainsi que le soulignait une éducatrice de garderies aux médias, « nous nous occupons de l'avenir de notre pays pour un salaire de misère ». Lorsqu'un grand syndicat australien a réalisé un sondage auprès des éducatrices de garderies, il a découvert que 95 pour cent de celles qui quittaient le secteur le faisaient « d'abord à cause de la faiblesse des salaires – une raison qui arrivait bien avant les problèmes de conditions de travail ou même l'absence de reconnaissance » – bien qu'il s'agisse aussi de problèmes majeurs.
- 2. Les entreprises commerciales géantes dominent maintenant le secteur des garderies.** Une société, ABC Learning, a avalé plus de 20 pour cent des 4400 garderies du pays.<sup>ii</sup> Dans l'ensemble, 70 pour cent des garderies australiennes sont à but lucratif.<sup>iii</sup> Comme en fait foi la fusion récente avec son plus important concurrent, ABC se positionne pour dominer le secteur des garderies. ABC a aussi mis la main sur des garderies plus petites, quelques-unes à but lucratif et d'autres sans but lucratif. L'entreprise, dont la valeur s'élève à 1,3 milliards de dollars, fait des profits d'environ 100 000 \$ par garderie – un montant subventionné par le financement accordé aux garderies par le gouvernement, à hauteur d'environ 30 pour cent.<sup>iv</sup> Les garderies de ABC Learning n'utilisent que le ratio personnel-enfants minimum, dont certains disent qu'il est trop bas.<sup>v</sup> Pour remplir davantage ses coffres, ABC oblige les membres de son personnel à acheter leurs propres uniformes, à un coût de 236 \$ chacun. La société a aussi éliminé une indemnité de nettoyage de 10 \$ par semaine.<sup>vi</sup>
- 3. Il est extrêmement difficile de se syndiquer et de négocier dans le secteur commercial des garderies.** Les éducatrices de garderies d'une région du pays, membres du syndicat Liquor, Hospitality and Miscellaneous Union (LHMU), ont intenté dernièrement une poursuite en équité salariale pour exiger une augmentation de 180 \$ par semaine sur

leur salaire de base de 507 \$ par semaine.<sup>vii</sup> L'un des grands employeurs a réagi en soumettant une demande visant à réduire radicalement des salaires déjà faibles et des conditions de travail déjà mauvaises. Les membres du LHMU de deux autres régions se sont battu pour obtenir des hausses de salaire en vertu de l'équité salariale et ont gagné, au début de 2005. La croissance rapide du secteur commercial a aussi mené à l'augmentation des « Ententes sur les lieux de travail australiens » (AWA), qui sont des contrats individuels non visés par le processus de négociation collective. Ces ententes minent les conventions collectives en affaiblissant les salaires et les conditions de travail.<sup>viii</sup> Le LHMU signale que des éducatrices de garderies sont forcées de signer des AWA pour conserver leur emploi.

4. **Les éducatrices quittent la profession.** Il n'est pas étonnant de constater que les faibles salaires et les mauvaises conditions de travail poussent les éducatrices à quitter le secteur pour se trouver des emplois plus payants, ce qui crée une pénurie d'éducatrices et une hausse de la demande pour les services de garde. Une étude menée dernièrement par l'Institut australien de la santé et du bien-être a conclu que les éducatrices de garderies gagnent en moyenne 522 \$ par semaine, comparativement au salaire net de 964 \$ que gagnent les enseignantes des écoles primaires. Les salaires des éducatrices de garderies ont augmenté de moins de 2 pour cent par année entre 1996 et 2002, comparativement à l'augmentation annuelle moyenne de 4,3 pour cent des enseignantes des écoles primaires. Le LHMU soutient que le départ des éducatrices professionnelles qui quittent le secteur entraîne une baisse de la qualité des services.<sup>ix</sup>
5. **Le secteur des garderies est en crise, malgré les importants investissements de la dernière décennie.** Selon la Confédération australienne des syndicats, un rapport gouvernemental publié récemment avertit que « toute l'industrie risque de s'effondrer à moins que les salaires n'augmentent pour attirer un personnel plus nombreux ». <sup>x</sup> Il y a pénurie nationale d'éducatrices professionnelles.
6. **La réglementation est faible et la qualité ne s'est pas améliorée.** Un système d'accréditation s'est avéré faible, au mieux. Les garderies sont réglementées par les gouvernements d'États et accréditées par un organisme fédéral. Les critiques font valoir que le système est une « farce » parce que les garderies peuvent échouer à l'accréditation et quand même fonctionner et recevoir un financement fédéral. Au moment où l'accréditation faisait l'objet de discussions, le LHMU avait averti que, loin d'améliorer la qualité des services, le système « utiliserait le plus petit dénominateur commun ». <sup>xi</sup>

7. **Les travailleurs ne peuvent pas trouver les services de garde dont ils ont besoin, ou se les payer.** Les frais des services de garde devraient doubler entre 2002 et 2008, ce qui empêchera beaucoup de familles ouvrières d'y avoir accès. Même ceux qui peuvent payer les frais en hausse ont de la difficulté à trouver des places en garderies. En 2004, l'Institut australien de la santé et du bien-être estimait que 175 000 enfants avaient besoin d'une place en garderie. Autrement dit, environ 20 pour cent des parents n'ont pas accès à des services de garde.<sup>xii</sup> Une augmentation prévue des naissances intensifiera encore davantage la pression sur le système.<sup>xiii</sup>
8. **Ce sont les collectivités, surtout rurales et à faible revenu, qui sont le plus durement touchées.** Selon Lynne Wannan, experte en politique sur les garderies, « le secteur des garderies communautaires sans but lucratif est à court de financement, ce qui restreint l'établissement de nouvelles garderies, surtout dans les régions éloignées et plus pauvres, où les fournisseurs privés n'ont aucun profit à réaliser ». <sup>xiv</sup>
9. **Les profits, et non les enfants, sont la première priorité.** Selon la présidente du LHMU, Helen Creed, l'explosion du secteur commercial a « accru l'importance accordée à la rentabilité et au rendement pour les actionnaires, au détriment de la qualité des services. ... le financement du gouvernement se transforme en profits pour les membres du conseil et les actionnaires au lieu de servir au maintien des édifices et à l'achat de jouets et de matériel d'apprentissage pour les enfants. Des exploitants sans expérience entrent aussi dans le marché uniquement pour faire des profits – sans se préoccuper de la qualité des soins fournis ni de celle du personnel ». <sup>xv</sup> Une analyse financière du secteur australien des garderies, menée en 2003, avertissait que « les grandes entreprises à but lucratif seront plus susceptibles de réduire leurs frais à un minimum absolu en fonctionnant, entre autres, avec les ratios personnel-enfants les plus bas possibles ». <sup>xvi</sup>
10. **Le plus gros joueur lorgne vers le Canada.** Au sujet du plan du Canada visant à injecter des milliards de dollars dans un programme national de garderies, Eddy Groves a déclaré au *Toronto Star* que « cela semble une excellente idée ». Les syndicats et les experts en services de garde australiens lancent un avertissement clair : « N'empruntez pas la voie des services à but lucratif qu'a choisie notre pays. »

---

<sup>i</sup> « Childcare Sector in Danger of Collapse » (Le secteur des garderies menacé de s'effondrer), communiqué de presse de la Confédération australienne des syndicats, 10 mai 2004.

[http://www.actu.asn.au/public/news/1084146163\\_27793.html](http://www.actu.asn.au/public/news/1084146163_27793.html)

<sup>ii</sup> « Corporatised child care to face scrutiny » (Les garderies commerciales sous le microscope), *Melbourne Age*, 5 décembre 2004, reproduit à [http://action.web.ca/home/crru/rsrscs\\_crru\\_full.shtml?x=70477](http://action.web.ca/home/crru/rsrscs_crru_full.shtml?x=70477)

<sup>iii</sup> « Canadian mines 'big box' daycare » (Garderies « à grande surface » au Canada), *Toronto Star*, 5 février 2005, p. A1.

- 
- <sup>iv</sup> « Law dampens ABC's aspirations » (Une loi jette une douche froide sur les ambitions d'ABC), émission de la Australian Broadcasting Corporation, 30 mai 2005. Transcription disponible à <http://www.abc.net.au/7.30/content/2005/s1380524.htm>
- <sup>v</sup> « Dressed to oppress » (Formé pour opprimer), *Daily Telegraph* (Australie), 30 juin 2005, reproduit à [http://action.web.ca/home/crru/rsrscs\\_crru\\_full.shtml?x=78866](http://action.web.ca/home/crru/rsrscs_crru_full.shtml?x=78866)
- <sup>vi</sup> « Dressed to oppress » (Formé pour opprimer), *Daily Telegraph* (Australie), 30 juin 2005, reproduit à [http://action.web.ca/home/crru/rsrscs\\_crru\\_full.shtml?x=78866](http://action.web.ca/home/crru/rsrscs_crru_full.shtml?x=78866)
- <sup>vii</sup> « Childcare workers launch \$180 per week pay claim » (Les éducatrices de garderies exigent une augmentation de 180 \$ par semaine), Communiqué de presse du Liquor, Hospitality and Miscellaneous Union, 17 août 2005. [www.lhmu.org.au](http://www.lhmu.org.au)
- <sup>viii</sup> Lettre de la présidente nationale du LHMU Helen Creed au président national du SCFP Paul Moist, 30 mars 2005.
- <sup>ix</sup> <sup>ix</sup> « Childcare workers launch \$180 per week pay claim » (Les éducatrices de garderies exigent une augmentation de 180 \$ par semaine), Communiqué de presse du Liquor, Hospitality and Miscellaneous Union, 17 août 2005. [www.lhmu.org.au](http://www.lhmu.org.au)
- <sup>x</sup> Communiqué de presse de l'ACTU (Confédération australienne des syndicats), 10 mai 2004.
- <sup>xi</sup> Lettre de la présidente nationale du LHMU Helen Creed au président national du SCFP Paul Moist, 30 mars 2005.
- <sup>xii</sup> « Unions put child care on budget agenda » (Les syndicats inscrivent la question des garderies à l'ordre du jour du budget), *ABC News Online*, 6 avril 2005, reproduit à [http://action.web.ca/home/crru/rsrscs\\_crru\\_full.shtml?x=74875](http://action.web.ca/home/crru/rsrscs_crru_full.shtml?x=74875)
- <sup>xiii</sup> « Baby boom to squeeze child care: ACTU » (L'augmentation des naissances accroîtra la pression sur les garderies : ACTU), *Melbourne Age*, 7 avril 2005.
- <sup>xiv</sup> Cité dans un communiqué de presse de l'ACTU, 10 mai 2004.
- <sup>xv</sup> Lettre de la présidente nationale du LHMU Helen Creed au président national du SCFP Paul Moist, 30 mars 2005.
- <sup>xvi</sup> Étude de IBISWorld citée dans l'article « Canadian mines 'big box' daycare » (Garderies « à grande surface » au Canada), *Toronto Star*, 5 février 2005, p. A1.